

---

grande majorité en milieu rural, dépendent du bois et des résidus agricoles — ce qu'on appelle les combustibles non commerciaux —, pour satisfaire à la quasi totalité de leurs besoins énergétiques.

La recherche sur l'énergie, effectuée dans les pays en développement et à leur intention, présente donc un défi considérable. À l'heure actuelle, cette recherche, qui se fait en très bonne part dans les pays industrialisés, est donc axée sur leurs besoins. Par exemple, il existe peu d'activités qui ont une application immédiate aux besoins plus restreints et axés sur le milieu rural des pays en développement. Et comme les techniques liées aux énergies renouvelables sont un domaine d'activité en pleine gestation, on ne sait pas encore très bien comment elles pourraient aider les pays en développement. Il reste donc énormément à faire dans le secteur des technologies adaptées aux besoins des pays les plus pauvres.

L'une des nouvelles initiatives du gouvernement du Canada suppose un accroissement de 10 millions de dollars de notre appui à la recherche énergétique qui se rapporte aux pays en développement. Cette décision a été annoncée par le Premier ministre à la récente conférence sur l'énergie, tenue à Nairobi. Ces fonds sont actuellement mis à la disposition du Centre canadien de recherches pour le développement international de sorte qu'il puisse entreprendre un programme plus intensif dans ce domaine. Je n'ai pas à vous expliquer pourquoi l'énergie devrait devenir une priorité plus grande de l'aide canadienne. Qu'il me suffise de rappeler que l'incidence des récents chocs pétroliers sur les pays en développement a dépassé, en termes monétaires, la valeur globale de l'aide au développement consentie par le Nord, ce qui représente déjà un montant considérable. L'incidence de ces coûts accrus sur ces économies, conjuguée aux forts taux d'intérêt que l'on connaît présentement, a parfois eu un effet dévastateur.

J'ai mentionné l'insistance croissante sur la mise en valeur des ressources humaines. Il est maintenant plus généralement accepté que les obstacles au développement ne peuvent être surmontés tant que l'on n'accordera pas beaucoup plus d'attention à la mise en valeur du facteur humain comme moteur du processus de développement. Cela a mené des organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à modifier sensiblement leurs modalités d'intervention dans les pays en développement. Ainsi, l'Agence a accru considérablement le pourcentage de son budget affecté aux organisations non gouvernementales, dont les projets accordent habituellement une large place aux relations entre les individus. En résumé, le développement ne se ramène pas seulement à la mise en place d'infrastructures économiques ; il est le siège d'interactions économiques et humaines qui, combinées, influent sur l'orientation future d'une société.

J'ai parlé des priorités actuelles des programmes d'aide bilatérale du Canada — l'aide alimentaire, l'énergie et les ressources humaines — axées essentiellement sur les besoins de développement des pays les plus pauvres. Ce ne sont pas ces derniers qui retireront vraisemblablement les plus grands avantages des changements amenés par les négociations entre le Nord et le Sud. Mais c'est bien cela qui représente un défi pour le Canada, soit d'orienter l'issue des négociations Nord-Sud de façon qu'elles servent davantage les pays les plus pauvres. Il est vital que ces pays continuent de recevoir des injections massives d'aide au développement. L'un des rôles évidents du

---